

02/04/2009



Nations Unies

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

## Communiqué de presse

### Conférence de presse

#### **CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. CLAUDE HELLER, REPRÉSENTANT PERMANENT DU MEXIQUE ET PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ POUR LE MOIS D'AVRIL**

Trois débats publics sur Haïti, la médiation et le règlement des conflits, et les enfants et les conflits armés marqueront le programme de travail du Conseil de sécurité au mois d'avril, a annoncé, cet après-midi, son Président, le Représentant permanent du Mexique auprès des Nations Unies, M. Claude Heller.

« Le relèvement d'Haïti est l'une des priorités des membres du Conseil, qui se sont rendus sur place il y a trois semaines », a déclaré M. Heller, lors d'une conférence de presse, au Siège de l'ONU à New York.

Lors de ce premier débat, le lundi 6 avril, le Conseil profitera ainsi de l'élan donné par cette visite d'évaluation des progrès enregistrés par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) au cours des derniers mois pour poursuivre l'examen approfondi de la situation sur le terrain, a-t-il dit. Il a ajouté que ce débat se tiendrait dans la perspective d'une conférence des donateurs qui sera organisée à Washington courant avril.

Le Président du Conseil a précisé qu'il comprendrait un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général, M. Hédi Annabi, des interventions des membres du Conseil, de pays intéressés par la question -notamment les pays membres du Groupe des amis d'Haïti- mais aussi de représentants du Conseil économique et social (ECOSOC), de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ou encore de la Banque mondiale.

Le mardi 14 avril, le Conseil de sécurité se penchera sur la médiation et le règlement des différends. « La médiation fait partie des moyens à explorer pour faciliter la résolution des conflits par des voies pacifiques, conformément à la lettre de la Charte de l'ONU », a expliqué M. Heller, précisant qu'un rapport sur la question serait disponible la semaine prochaine.

Le troisième débat public, sur les enfants et les conflits armés, le mercredi 29 avril, sera présidé par la Ministre des affaires étrangères du Mexique, Mme Patricia Espinosa. La Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Radikha Coomaraswamy, présentera à cette occasion le nouveau rapport de celui-ci sur la mise en œuvre de la résolution [1612 \(2005\)](#), laquelle a établi un mécanisme de surveillance et de communication de l'information, ainsi qu'un Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés. Mme Coomaraswamy évoquera également sa récente visite à Gaza.

Le Conseil de sécurité devrait, à cette occasion, « réaffirmer son engagement à lutter plus efficacement contre le recrutement des enfants soldats », a souligné M. Heller.

Outre ces débats publics, quatre réunions d'information auront lieu au cours du mois d'avril. Elles porteront sur la situation en Guinée-Bissau, le 8; sur les activités de la Mission de

l'ONU en République démocratique du Congo (MONUC), le 9; sur la situation en Moyen-Orient, le 22, à laquelle l'Envoyé spécial du Quatuor pourrait participer, M. Tony Blair; et sur la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), le 24.

M. Heller a ajouté que le Conseil examinerait lors de consultations les rapports périodiques à paraître sur la situation en Côte d'Ivoire et en en Guinée-Bissau ainsi que ceux sur la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) et la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), dont les mandats expirent à la fin du mois.

Le représentant mexicain a par ailleurs confirmé que le Japon avait exprimé son intention de réunir d'urgence le Conseil de sécurité au cas où la République populaire démocratique de Corée (RPDC) procéderait, dans les prochains jours, au lancement d'une fusée. « Pour l'heure, nous suivons les événements avec préoccupation sans toutefois préjuger de leur issue », a-t-il affirmé.

Sur Gaza, il a expliqué que le Conseil de sécurité attendait les conclusions du Rapport de la Commission des Nations Unies chargée d'enquêter sur le bombardement de sites de l'ONU lors du récent conflit entre Israël et le mouvement palestinien Hamas. Il a précisé que ce rapport, « le seul de l'ONU sur le sujet », serait présenté par M. Ian Martin, qui a dirigé la Commission, à M. Ban Ki-moon, lequel partagera ensuite ses conclusions avec les membres du Conseil lors de consultations.

Le Président du Conseil de sécurité a également souligné que la situation humanitaire dans la zone et le sort particulier des enfants seraient abordés au cours du débat public sur les enfants et les conflits armés. Interrogé sur les propos du Ministre israélien des affaires étrangères, M. Avigdor Lieberman, selon lesquels Israël n'est pas lié par le processus d'Annapolis, M. Heller a estimé que la responsabilité de l'ONU consistait à « continuer à prendre des décisions basées sur ses résolutions en vue de parvenir à une solution au conflit israélo-arabe grâce à l'établissement de deux États, israélien et palestinien, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité ».

S'agissant du Darfour, M. Heller a affirmé que le Conseil continuerait de soutenir le processus de paix et de demander aux autorités soudanaises que l'assistance humanitaire parvienne aux réfugiés. Il a indiqué qu'à ce stade ni la Ligue des États arabes ni l'Union africaine (UA) n'avait entrepris d'autres démarches auprès du Conseil pour que la décision de la Cour pénale internationale (CPI) de lancer un mandat d'arrêt contre le Président soudanais Omar Al-Bashir soit suspendue, conformément à l'article 16 du Statut de Rome qui régit le fonctionnement de la Cour.

Le représentant du Mexique a par ailleurs reconnu que les membres du Conseil étaient divisés sur l'inclusion ou non de la question du Sri Lanka à l'ordre du jour du Conseil. « Les discussions vont se poursuivre », a-t-il dit, et ce, en tenant compte des récents entretiens du Président de l'Assemblée générale avec le Président sri-lankais et des exposés du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. John Holmes.

Enfin, le Président du Conseil de sécurité en exercice a évoqué la possibilité qu'un exposé soit présenté sur la situation au Myanmar.

\* \*\*\* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel